



# 15<sup>e</sup> ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE PARLAMERICAS PROMOUVOIR DES SOCIÉTÉS INCLUSIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## DATE

10-12 septembre 2018

## LIEU

Victoria, Canada

## PARTICIPANTS

Plus de 100 parlementaires et représentantes et représentants de la société civile provenant de 26 pays

La 15<sup>e</sup> Assemblée plénière de ParlAmericas, accueillie par le Parlement du Canada, a réuni des parlementaires et des représentantes et représentants de la société civile pour discuter des bonnes pratiques et initiatives pouvant être appliquées pour promouvoir des conditions politiques, sociales et économiques inclusives pour le développement durable, mettant l'accent sur la promotion de marchés du travail accessibles et équitables, l'autonomisation des peuples autochtones, en particulier des femmes, et l'intégration sociale des communautés de migrants et de réfugié(e)s.

« Indépendamment du fait que l'on parvienne à garantir une représentation directe des peuples et des femmes autochtones dans les parlements nationaux, toutes et tous les parlementaires (autochtones et non autochtones), du fait d'être élus pour représenter le peuple, ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits de toute la population nationale, y compris des peuples autochtones. »

**Tarcila Rivera Zea**,  
directrice exécutive du Centre des  
cultures indigènes du Pérou, et  
fondatrice du Réseau continental des  
femmes autochtones des Amériques  
et du Forum international de femmes  
autochtones



Cette activité s'aligne avec les ODD 1,5,8,10,16 et 17



L'Assemblée plénière a été inaugurée avec la bienvenue du Conseiller **Gary Sam**, Nation Songees au Canada, présenté par le député **Robert Falcon-Ouelette** (Canada). L'inauguration a été suivie d'un discours de l'hon. **George J. Furey** (Canada), président du Sénat, l'hon. **Geoff Regan** (Canada), président de la Chambre des communes et l'hon. **Robert Nault**, (Canada), vice-président de ParlAmericas.

**Tarcila Rivera Zea**, directrice exécutive du Centre des cultures indigènes du Pérou, et fondatrice du Réseau continental des femmes autochtones des Amériques et du Forum international de femmes autochtones, a été présentée par la sénatrice l'hon. **Rosa Galvez** (Canada) pour son intervention d'ouverture.

Les parlementaires **Julie Dzerowicz** (Canada) et **Randy Boissonnault** (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord, ont été les maîtres de cérémonie durant cette assemblée plénière.



## SESSION PLENIERE D'OUVERTURE

L'Assemblée plénière étant la réunion générale annuelle de ses membres, elle incluait une session consacrée aux affaires statutaires. L'hon. **Robert Nault** (Canada), vice-président de ParlAmericas, a présidé cette session et fourni un aperçu des décisions de gouvernance adoptées par le Conseil d'administration de ParlAmericas.

Cette session a également permis d'informer les délégations parlementaires des progrès accomplis dans chaque champ de travail de ParlAmericas. Des représentantes et représentants de chaque réseau thématique ont souligné les sessions de

travail et les rencontres clés, ainsi que les ressources de connaissances et espaces communautaires en ligne associés élaborés au cours de cette année pour aider les parlementaires et renforcer les bonnes pratiques dans l'hémisphère. Ces rapports ont été remis par la députée **Norma Cristina Cornejo** (El Salvador), vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas pour l'Amérique centrale; le député **Dan Ruimy** (Canada), vice-président du Réseau parlementaire sur le changement climatique pour l'Amérique du Nord; et **Randy Boissonnault** (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord. Dans le cadre de mesures visant à garantir l'accessibilité de l'information et la responsabilité des

parlements, **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas, a également informé les délégations des opérations de ParlAmericas et des contributions des donateurs et parlements faites aux activités de l'organisation. Cette session s'est terminée avec un hommage à la sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente sortante de ParlAmericas. Cette dernière a parlé de la croissance accélérée des activités de l'organisation lors des quatre dernières années et du fait que ParlAmericas est désormais un interlocuteur clé au sein du système interaméricain et pour la progression des efforts de l'hémisphère pour lutter contre le changement climatique, renforcer l'égalité des genres, et promouvoir la transparence, la responsabilité et l'éthique dans la sphère législative.

« Les présentations et dialogues [sur des thèmes abordés cette année par le Réseau] ont mis en évidence le rôle transformateur que peuvent avoir l'analyse et le budget sensibles au genre. »



Députée **Norma Cristina Cornejo** (El Salvador), vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas pour l'Amérique centrale

« Les parlementaires, ayant un rôle unique, peuvent contribuer au progrès et à la durabilité des initiatives pour un gouvernement ouvert dans leurs pays respectifs, et promouvoir ces mêmes principes [d'ouverture] dans leurs parlements à travers leurs actions et initiatives pour renforcer l'engagement de la société civile et la participation publique [dans le travail législatif]. C'est ce que nous encourageons à travers le Réseau pour un parlement ouvert. »



Député **Randy Boissonnault** (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord



Député **Dan Ruimy** (Canada), vice-président du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord

« À travers [...] des partenariats stratégiques, ParlAmericas canalise le travail que nous réalisons ensemble avec le Réseau parlementaire sur le changement climatique pour influencer les décideurs politiques et soutenir l'effort mondial pour élever l'ambition afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. »



**Marcela Guerra**, présidente de ParlAmericas (2014-2018)

« Cela a été un honneur pour moi de présider ParlAmericas ces dernières années et je présage qu'elle continuera de récolter de nombreux succès. Je vous encourage à poursuivre votre travail sur tous les fronts pour continuer à renforcer les institutions démocratiques et contribuer à la prospérité de nos peuples. »





## RESULTATS DES ELECTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 2018-2020

(tous les postes ont été pourvus par acclamation)

#### COMITE EXECUTIF

Président

L'hon. Robert Nault (Canada)

Vice-présidente

L'hon. Elizabeth Cabezas (Équateur),  
présidente de l'Assemblée nationale

#### REPRESENTANTS SOUS-REGIONAUX

Caribbes

La Barbade, Jamaïque, Trinité-et-Tobago

Amérique centrale

Costa Rica, Nicaragua

Amérique du Nord

Canada

Amérique du Sud

Chili, Équateur, Pérou

« Je crois qu'il ne fait aucun doute qu'une démocratie forte est essentielle pour notre prospérité future, pour protéger notre liberté et pour notre sécurité collective. Je crois également que la démocratie est de loin la meilleure forme de gouvernement à ce jour, et qu'elle continuera de prospérer et de se propager. Et s'il y aura toujours des défis à relever, en tant que parlementaires, nous jouons un rôle capital dans la préservation et la protection de nos valeurs démocratiques, pour aujourd'hui et pour demain. »



Député, l'hon. **Robert Nault** (Canada), président de ParlAmericas



L'hon. **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de l'Assemblée nationale et vice-présidente de ParlAmericas

« C'est pour nous un honneur de faire partie de ParlAmericas [car] les sujets à aborder correspondent aux sujets importants pour beaucoup de nos pays. [...] Des sujets en commun sur lesquels nous avons beaucoup à faire. »

ParlAmericas est dirigée par des parlementaires et pour les parlementaires, avec un Conseil d'administration composé de **22 législatrices et législateurs représentant 19 pays** d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que des Caribbes. Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans par les parlements membres de ParlAmericas lors de l'Assemblée plénière annuelle



## SESSION 1 : L'INCLUSION ECONOMIQUE - DES MARCHES DU TRAVAIL ACCESSIBLES ET EQUITABLES

La première session de travail, « L'inclusion économique - Des marchés du travail accessibles et équitables, » a été modérée par la députée **Stephanie Kusie** (Canada). Elle a abordé les stratégies et lois adoptées par les parlements d'Amérique et des Caraïbes pour renforcer l'équité et l'accès des populations traditionnellement marginalisées aux opportunités des marchés du travail.

L'intervenant **Michael Prince**, professeur, Faculté du développement humain et social, Université de Victoria, Canada ([présentation](#)), a parlé des solutions politiques que le Gouvernement canadien a mis en place pour améliorer l'accès équitable à la population active en mettant l'accent sur les groupes sous-représentés comme les peuples autochtones, les jeunes et les nouveaux arrivants.

Ces mesures de politique publique traitent de l'insécurité/suffisance des revenus, des incitations au travail, de l'employabilité, des expériences professionnelles et personnelles, des conditions de travail et normes d'emploi et des capacités des communautés. Parmi les exemples, on trouve la [Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones](#), la [Subvention incitative aux apprentis pour les femmes](#) et la [Stratégie emploi jeunesse](#). **Shirley Pryce**, fondatrice et présidente, Réseau des travailleuses et travailleurs domestiques des Caraïbes, Jamaïque, a décrit les défis que rencontrent les travailleuses et travailleurs domestiques, qui effectuent le travail le plus fréquent pour les femmes dans le monde entier. Les travailleuses et travailleurs domestiques font partie des travailleurs subissant le plus d'exploitation et d'abus, souvent avec de longs horaires, une surcharge de travail, des salaires faibles, un accès limité à la sécurité sociale. Ils subissent aussi souvent des abus physiques, émotionnels ou sexuels, ou ont des opportunités d'éducation et d'évolution professionnelle limitées.



## ESPACE HUB

Lors de l'Assemblée plénière, les membres des délégations pouvaient se rendre à un stand pour obtenir des copies de publications spécialisées et des informations sur les communautés en ligne de ParlAmericas destinées aux parlementaires.

Il y avait des ressources récentes, telles que :

⇒ [Parltools.org](#), un portail d'apprentissage interactif pour les parlementaires d'Amérique et des Caraïbes sur le Parlement ouvert

# ParlTools

⇒ [ParlAmericas Podcast](#), une série d'enregistrements audio de certaines activités de ParlAmericas à télécharger sur des applications comme iTunes et Google Play



**ParlAmericas**  
Podcast

Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session sur notre [Chaîne Youtube ParlAmericas](#)





Elle a appelé à modifier la législation nationale relative au travail et à ratifier la [Convention C189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques \(2011\)](#) pour reconnaître les travailleuses et travailleurs domestiques et garantir qu'ils bénéficient des mêmes protections sociales que les autres travailleurs. **Joshua Mittroti**, ex-directeur, Agence pour la réincorporation et la normalisation (ARN), Colombie, ([présentation](#)), a parlé des programmes de l'agence, qui font partie d'une approche nationale plus large gérée par les ministères du gouvernement pour désarmer et démobiliser les groupes armés (avec des approches collectives et individuelles), rétablir les droits (avec des approches concernant les mineurs et les adultes) et réintégrer les anciens

combattants et victimes dans la société, la politique et l'économie suite au début du processus de paix en Colombie. Les programmes de l'ARN se concentrent sur l'aide aux personnes vulnérables (y compris les anciens combattants et les victimes de la crise) à différents niveaux dans toutes les provinces et municipalités (personnel, éducation, production, communauté, santé et sécurité) pour mettre fin au cycle de la violence et promouvoir la réintégration effective dans la société. La députée **Paulina Núñez** (Chili) a discuté des efforts déployés dans son pays pour favoriser l'accès équitable aux marchés du travail, en particulier pour les femmes, les jeunes et les nouveaux arrivants. Cette année, le Chili a adopté une [loi sur l'inclusion professionnelle](#) qui exige aux

organisations publiques et aux entreprises comptant plus de 100 employés d'avoir 1% d'employés avec un handicap, et qui crée une Banque nationale d'emploi; et une [loi sur l'égalité salariale](#) qui élimine les discriminations de rémunération. Au cours des dernières années, le Chili a également adopté une [loi relative aux travailleuses et aux travailleurs domestiques](#), laquelle confère à ces derniers les mêmes droits qu'aux autres travailleurs. Enfin, un nouveau projet de loi est en cours d'élaboration pour améliorer les conditions de travail des jeunes, et une catégorie de visa de travail temporaire a été créée pour permettre aux nouveaux arrivants d'entrer sur le marché du travail.



## SESSION 2 : L'INCLUSION POLITIQUE – RENFORCER LE LEADERSHIP DES FEMMES AUTOCHTONES

Durant la deuxième session de travail, « L'inclusion politique – Renforcer le leadership des femmes autochtones, » les intervenants ont parlé du rôle des parlements dans l'adoption de lois et l'application de pratiques de consultation respectant et protégeant les institutions et les droits sociaux, économiques, culturels et politiques autochtones pour combattre la violence et la pauvreté afin de bâtir des sociétés plus inclusives et de renforcer la représentation des opinions des femmes autochtones dans le travail des parlements. Cette session a été modérée par l'hon. **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants.

L'intervenante **Eva Clayton**, présidente de la Nation Nisga'a, Canada, a expliqué l'importance d'une représentation inclusive dans les organes politiques dont les décisions ont des effets sur notre qualité de vie, en particulier pour les enfants, puisqu'ils sont l'avenir. Elle a fait part des défis sociétaux et culturels qu'elle a surmontés en tant que première femme à ce poste dans la Nation Nisga'a, et des efforts entrepris durant son mandat pour garantir qu'elle ne sera pas la dernière, comme le renforcement de capacités axé sur les enfants et les jeunes. La sénatrice **Máxima Apaza** (Bolivie) a décrit le contexte historique qui a déterminé et limité le rôle des femmes dans la société bolivienne et la façon dont ce rôle a pu évoluer en donnant la priorité à l'autonomisation des femmes dans la sphère politique, en particulier des femmes autochtones. Cela se reflète dans l'Assemblée législative plurinationale de Bolivie, où la moitié des sièges dans les deux chambres sont aujourd'hui occupés par des femmes.



*Ce sujet vous intéresse? Regardez  
la vidéo de cette session sur notre  
[Chaîne Youtube ParlAmericas.](#)*



La sénatrice Apaza a également insisté sur l'importance de la représentation des 36 nations autochtones de Bolivie car leurs connaissances ancestrales peuvent être très bénéfiques. Elle a soulevé le problème de la violence envers les femmes et l'importance de la législation en matière de prévention du harcèlement politique. La députée **Florence Levy /Wilson** (Nicaragua) a exposé les défis qu'elle a personnellement rencontrés en tant que femme de descendance africaine et autochtone, et l'importance de tenir compte de **l'intersectionnalité** dans la prise de décision. Elle a insisté sur l'importance de donner accès à l'éducation aux femmes et aux filles, comme une étape pour promouvoir leur indépendance mais également pour mener des recherches académiques sur les questions les concernant et apporter des preuves pour influencer la prise de décision. Enfin, elle a souligné l'importance de la langue en tant qu'outil pour l'inclusivité.

Cette session s'est terminée avec une série d'interventions et de questions de la part des déléguées et des délégués, à partir des expériences de leur pays respectif et de leurs réflexions personnelles.



« En tant que femmes parlementaires autochtones, nous avons au sein du Parlement une place qui nous a été désignée. Auparavant, nous ne participions ni n'avions le droit de vote ou d'être élues. Nous étions exclues [...]. Aujourd'hui, nous partageons l'opinion du peuple et de nos nations auprès du Parlement. »



Députée  
**Lidia Patty Mullisaca**  
(Bolivie)

« Les femmes autochtones dans nos sociétés ont deux couches d'exploitation : d'abord, l'oppression nationale du fait d'être une nation au sein d'une nation et de connaître la discrimination; puis anthropologiquement, au sein de la culture, la domination de l'homme. C'est une expérience similaire à celle des Africains dans une société où le racisme était une caractéristique dominante de la superstructure idéologique qui existait à l'époque... Il est possible de tirer profit du lien entre les personnes de descendance africaine au Nicaragua et les peuples des Caraïbes anglophones pour échanger des expériences et apprendre les uns et des autres. »

L'hon. **Chester Humphrey** (Grenade), président  
du Sénat et vice-président du Réseau  
parlementaire pour l'égalité des genres pour les  
Caraïbes





## SESSION 3 : L'INCLUSION SOCIALE - ÉTUDES DE CAS SUR LA MIGRATION, LE DÉPLACEMENT FORCÉ ET L'INTEGRATION

La troisième session de travail, « L'inclusion sociale - Études de cas sur la migration, le déplacement forcé et l'intégration, » a abordé les perspectives de la société civile et des spécialistes sur les pratiques efficaces permettant d'intégrer les réfugiés et les migrants dans le contexte des tendances changeantes des mouvements de personnes au sein de la région et des pays. Elle a été modérée par **Diego Beltrand**, directeur régional pour l'Amérique du Sud, Organisation internationale pour les migrations, qui a donné un aperçu des modèles de migration dans le monde entier, et plus précisément dans l'hémisphère, et qui a expliqué les défis qu'ils supposent.

Le premier intervenant, le député **Marc Serré** (Canada) ([présentation](#)) a parlé des tendances et des projections de l'immigration au Canada, et a présenté l'immigration comme un aspect important de la société pluraliste canadienne. Il a discuté des politiques en place pour l'inclusion sociale et l'intégration sur le long terme des nouveaux arrivants au Canada. L'hon. **Elizabeth Cabezas**

(Équateur), présidente de l'Assemblée nationale ([présentation](#)) a parlé des droits à la mobilité humaine garantis par la [Constitution de l'Équateur](#) et la [loi sur la mobilité](#). Elle a ensuite abordé la récente migration de masse de Vénézuéliens dans la région, les efforts entrepris par l'Équateur pour collaborer avec des pays voisins pour appuyer une réponse régionale, et les politiques mises en place pour améliorer les conditions de migration. L'hon. **Alincia Williams-Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat ([présentation](#)), a parlé de l'impact des récents ouragans ayant causé d'importants déplacements dans son pays et d'autres pays des Caraïbes, et des mesures appliquées pour faciliter la relocalisation. Elle a demandé à ses collègues d'œuvrer à réduire les émissions nocives et à combattre le changement climatique, dont les citoyens des Caraïbes ressentent directement l'impact. Le membre du Congrès **José Arturo Martínez Dell** (Guatemala), ([présentation](#)) a présenté la situation actuelle de la migration au Guatemala et le travail du Conseil national d'assistance aux migrants du Guatemala (CONAMIGUA), une entité gouvernementale qui coordonne, définit, surveille et supervise les actions des organes de l'État en faveur des migrants du Guatemala.

## DISCUSSION EN TABLE RONDE

Cette session a été suivie de groupes de discussion en table ronde où les participants ont échangé avec leurs collègues et des invités spécialistes de la migration, sur des mesures pouvant être prises par les parlements et les gouvernements pour promouvoir les droits de la personne et aider différents types de migrants, ainsi qu'aborder des défis importants. Ces discussions étaient axées sur différents groupes de migrants, dont : les femmes et les travailleuses et travailleurs domestiques migrants, la migration mixte et les demandeurs d'asile, les déplacements dus à la violence, la migration économique et la migration due au climat; et ont été résumées lors d'une séance de compte rendu en plénière.

*Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session sur notre [Chaîne Youtube ParlaAmericas](#) et consultez notre [manuel sur les concepts les plus fréquemment utilisés pour décrire les différents types de migration](#).*





Députée  
**Juana Mercedes  
Vicente Moronta**  
(République  
dominicaine)

« Il est important de réglementer les frontières par la loi en contrôlant le flux d'immigrants, de renforcer les statistiques migratoires, d'affecter un budget pour l'urgence régionale, d'augmenter le contrôle de la traite humaine, de coordonner les politiques régionales pour les migrants internes afin d'éviter qu'ils n'aillent des zones rurales à la ville, aspect qui affecte largement nos pays. »

« Ce que nous pouvons faire en tant que parlements et gouvernements pour nous assurer que les migrants et les réfugiés climatiques puissent bénéficier d'une protection et de services, c'est lancer une campagne pour qu'ils soient reconnus au niveau international. Au niveau national, ces protections ne peuvent être obtenues qu'en incluant les migrants climatiques dans la législation sur le climat et les programmes d'aide en cas de catastrophe. Au niveau régional, nous pouvons renforcer et améliorer les mécanismes existants comme l'Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes pour qu'ils puissent coordonner des actions visant à garantir que les réfugiés climatiques soient pris en charge de manière sûre et rapide, et à créer si nécessaire de nouveaux mécanismes pour les catastrophes concrètes et immédiates dans la région. »



Député  
**José Arturo  
Martínez Dell**  
(Guatemala)

« Nous avons besoin d'une légalisation temporaire des réfugiés pour obtenir les bonnes informations concernant ce qu'il faut pour répondre à leurs besoins et pouvoir les accueillir dignement. L'intention est d'abord de les rendre visibles au sein du pays et, avec cette légalisation, de leur donner accès à un travail digne et bien rémunéré, conformément à la législation en vigueur, et aux services de santé et d'éducation dont ils ont besoin dans le pays d'accueil en tant qu'êtres humains. »



L'hon. **Jennifer Simons** (Suriname),  
présidente de l'Assemblée nationale  
et vice-présidente du Réseau  
parlementaire sur le changement  
climatique de ParlAmericas



## DÉCLARATION

Pour conclure cette Assemblée plénière, la membre de l'Assemblée nationale **Gladys Mercedes López Bejerano** (Cuba), membre du Conseil de ParlAmericas, a lu la déclaration adoptée par les délégations de chaque parlement représenté. Elle reconnaissait que les sociétés inclusives sont celles où tous les individus peuvent jouir des droits de la personne et participer pleinement à la vie sociale, culturelle et politique, et où les autorités, institutions et normes publiques favorisent la diversité, le pluralisme, l'acceptation, la non-discrimination, la non-violence, l'égalité des chances, la dignité, la solidarité et la sécurité. Cette déclaration comprenait les engagements suivants :

- ⇒ Adopter des lois, des cadres réglementaires et des pratiques favorisant les conditions nécessaires pour une inclusion politique, sociale et économique efficace de tous les membres de nos sociétés, y compris les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les migrants, les populations déplacées de force et autres groupes sous-représentés ou marginalisés
- ⇒ Favoriser la démocratie et un environnement politique qui reconnaît et promeut la diversité, le pluralisme, la solidarité et l'égalité des chances pour tous, et qui accueille la contribution de migrants et de populations déplacées de force à l'économie et à la culture des pays d'accueil
- ⇒ Coopérer avec nos gouvernements, des organisations internationales et de la société civile, ainsi qu'avec d'autres parlements, pour élaborer des pratiques efficaces et des réponses régionales coordonnées, à travers des lois et des politiques publiques visant l'intégration et l'inclusion sociale des réfugiés et des migrants, tenant compte des expériences, des besoins et des forces spécifiques des migrants et des réfugiés, et les aborder avec une prise de décision empathique et fondée sur des preuves



« Les parlements et gouvernements peuvent promouvoir les droits de la personne et l'accès à la protection sociale pour les travailleuses domestiques à travers les ministères du travail et des affaires de genre, qui peuvent promouvoir des campagnes de sensibilisation, informer les travailleuses de leurs droits et promouvoir une législation conforme aux traités établis que les pays ont signés, en particulier la Libre circulation des compétences dans le Marché unique et l'économie de la CARICOM (CSME) qui comprend les travailleurs domestiques. »



L'hon. **Jeannine Giraudy-McIntyre**  
(Sainte-Lucie),  
présidente du Sénat



# SESSION DE FORMATION : CONSULTATIONS BUDGETAIRES PARLEMENTAIRES

## DATE

10 septembre 2018

## LIEU

Victoria, Canada

## PARTICIPANTS

Plus de 55  
parlementaires  
provenant de 25 pays



Deux sessions de formation, l'une en anglais/français et l'autre en espagnol, ont été animées simultanément par Dr **Helaina Gaspard**, directrice gouvernance et institutions, Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) à l'Université d'Ottawa ([présentation](#)) et **Juan Pablo Guerrero**, directeur réseau de l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT) ([présentation](#) en espagnol), en marge de la 15e Assemblée plénière. Ces sessions de formation ont donné aux participants un aperçu du rôle du parlement dans le cycle budgétaire national et de tous les acteurs impliqués dans ce processus, ainsi que des bonnes pratiques pour mobiliser le public.



## ParlTools

ParlAmericas a lancé son [Portail de parlement ouvert](#), une nouvelle initiative fournissant des outils adaptés aux parlementaires des Amériques et des Caraïbes pour l'éducation, la participation et la mise en réseau. Explorez ce portail, retrouvez les ressources présentées durant cette session et faites-nous part de vos propres pratiques.



Durant la session en anglais/français, un panel de spécialistes a examiné plus en profondeur les méthodologies pouvant être appliquées pour permettre au public de participer au processus budgétaire. Elle a débuté avec la présentation de la députée **Nicole Olivierre** (Trinité-et-Tobago), secrétaire parlementaire au ministère de l'Énergie et des Industries de l'énergie ([présentation](#)), qui a exposé les efforts déployés dans son pays pour favoriser la responsabilité, la transparence et la diffusion de l'information tout au long du processus budgétaire, aspects nécessaires à une mobilisation citoyenne efficace. L'hon. député **Wayne Easter** (Canada), président du Comité permanent des finances

([présentation](#)), a parlé du processus suivi par son comité pour réaliser des consultations prébudgétaires visant à informer l'élaboration de la proposition budgétaire de l'exécutif, ainsi que les opinions du comité pour améliorer sa capacité à évaluer la proposition budgétaire et à superviser son exécution. **Kate Ryan-Lloyd**, greffière adjointe et greffière des comités de l'Assemblée législative de Colombie-Britannique ([présentation](#)), a conclu ce panel en présentant le rôle du Comité des finances de sa législature en tant qu'unique organe organisant des consultations avec le public pour informer l'élaboration de la proposition budgétaire de l'exécutif.



## ENQUETE SUR LE BUDGET OUVERT

L'[Enquête sur le budget ouvert](#) est l'unique évaluation comparative et indépendante des trois piliers de la responsabilité du budget public au monde : transparence, surveillance et participation du public. Consultez les résultats de votre pays et contactez l'auteur, le [Partenariat budgétaire international](#), pour en savoir plus et donner votre avis.



## BUDGET CITOYEN

Autonomisez le public et les parlementaires qui le représentent avec ce nouvel outil en ligne nommé [Budget citoyen](#), créé par l'Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) de l'Université d'Ottawa. Il s'agit d'un outil multilingue, facile à utiliser et personnalisable, permettant aux citoyennes et aux citoyens de s'exprimer sur le budget, et créant des [analyses rigoureuses](#) pour les administrateurs.



« Il est important d'identifier les sujets qui intéressent véritablement la population, les entreprises et les communautés, pour qu'elles puissent participer sur ces sujets et donner un axe aux réunions de comité, et de sélectionner des sujets auxquels les individus et organisations puissent s'identifier. »



L'hon. député **Wayne Easter** (Canada), président du Comité permanent des finances



Députée **Nicole Olivier** (Trinité-et-Tobago), secrétaire parlementaire au ministère de l'Énergie et des Industries de l'énergie

« Le travail du Comité de l'administration publique et des affectations est essentiel au processus budgétaire et se déroule pendant la phase de mise en œuvre. Ce comité organise des audiences publiques diffusées en direct et les spectateurs peuvent poser des questions via les réseaux sociaux, permettant ainsi au public d'avoir des réponses en temps réel. »

« Dans le cadre des consultations, les membres de comité organisent également des visites de terrain pour en apprendre davantage sur les communautés dont ils font partie, comme les emplois des industries et du secteur des ressources naturelles qui soutiennent l'économie régionale de Colombie-Britannique. »



**Kate Ryan-Lloyd**, greffière adjointe et greffière des comités de l'Assemblée législative de Colombie-Britannique



« Les budgets sont très compliqués et la plupart des gens n'en entendent que des bribes dans les médias et n'ont pas le temps d'analyser les informations et de vraiment les comprendre. C'est pourquoi j'essaie de relayer l'information dans ma circonscription [...]. J'ai examiné le budget et j'ai sélectionné dix éléments que je trouvais intéressants pour ma circonscription, puis j'ai enregistré dix vidéos d'une minute, une par élément, avant de les publier sur les réseaux sociaux [...]. La réception a été bonne et mes représentés ont compris comment le budget les affecterait. »



Député **Dan Ruimy** (Canada) vice-président du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord



Durant la session en espagnol, un panel de spécialistes a examiné plus en profondeur les méthodologies pouvant être appliquées pour permettre au public de participer au processus budgétaire. Elle a débuté avec la présentation de la membre de l'Assemblée nationale **Karina Arteaga** (Équateur), vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas pour l'Amérique du Sud ([présentation](#) en espagnol), qui a expliqué les façons dont l'Équateur promeut la participation citoyenne dans tous les secteurs et à tous les niveaux du gouvernement afin de garantir que les opinions et recommandations du public soient prises en compte dans le

débat sur le budget national. Elle a par exemple parlé de la réception de recommandations d'organisations sociales, de jeunes et de retraités, par la Commission du régime économique de l'Assemblée nationale. Elle a également présenté le programme « Membre de l'Assemblée nationale pour une journée » où des personnes peuvent faire partie d'un comité parlementaire et apporter leur contribution. Le député **Randy Boissonnault** (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord ([présentation](#) en espagnol), a présenté le processus suivi par le Comité des finances de la

Chambre des communes pour tenir des consultations prébudgétaires visant à informer l'élaboration de la proposition budgétaire de l'exécutif, grâce à des audiences publiques et des propositions écrites. La membre du Congrès **María Melgarejo** (Pérou) ([présentation](#) en espagnol), a présenté les efforts déployés par le Congrès pour inclure les recommandations et opinions citoyennes dans le rapport préparé par le Comité du budget et de la comptabilité générale concernant la proposition budgétaire. Le Congrès reçoit ces contributions à travers son site web et lors d'audiences publiques.





« L'aspect le plus important de la proposition de budget général de l'État est la participation citoyenne. Tout le budget de l'État équatorien est basé sur la participation citoyenne qui se déroule dans la première phase et continue à l'Assemblée nationale. Elle n'existe pas seulement dans l'élaboration de politiques publiques, mais elle s'étend également dans tout le cycle pour garantir la contribution des différentes communautés, organisations sociales et peuples pouvant soumettre ces informations. »

Députée **Ángela Pozo**  
(République dominicaine)



Membre de l'Assemblée nationale **Karina Arteaga** (Équateur), vice-présidence du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres pour l'Amérique du Sud

« Pendant la présidence du législateur Rubén Maldonado, nous avons débuté les forums législatifs, une façon de rapprocher le Congrès de la population [...]. Nous nous rendions dans les provinces pour entendre leurs besoins et souhaits. Nous avons compilé toutes les demandes du peuple et cela a permis au pouvoir exécutif d'examiner chaque province pour élaborer le budget de l'année prochaine. »

« Lorsque j'étais candidat pour être député, je n'aurais pas cru à la possibilité qu'une femme de ma circonscription me fasse part d'une idée et que je la communique au ministre des Finances pour que, dans le budget de 2018, un programme soit créé pour aider non seulement cette femme mais toutes les femmes du pays. Cela est possible lorsqu'on écoute et essaie de collaborer avec le peuple. »

« La création du Conseil fiscal en 2015 a beaucoup aidé à renforcer la transparence du budget. De plus, grâce à des audiences publiques décentralisées, nous avons pris connaissance des besoins, dont nous débattons, et nous approuvons les travaux prioritaires et importants dans chaque région. »



Membre du Congrès **María Melgarejo** (Pérou)



Député **Randy Boissonnault** (Canada) vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord

Ce sujet vous intéresse? Regardez la vidéo de cette session en anglais/ français sur notre [Chaîne Youtube ParlAmericas](#).





## PARLEMENTS REPRÉSENTÉS



ANTIGUA ET  
BARBUDA



ARGENTINE



BARBADOS



BOLIVIE



CANADA



CHILI



COLOMBIE



COSTA RICA



CUBA



DOMINICAN  
REPUBLIC



ÉQUATEUR



EL SALVADOR



GRENADE



GUATEMALA



GUYANE



HONDURAS



JAMAÏQUE



NICARAGUA



PANAMA



PARAGUAY



PEROU



SAINT-KITTS-  
ET-NEVIS



SAINTE LUCIE



SURINAME



TRINITÉ ET  
TOBAGO



VENEZUELA

## ORGANISATIONS PARTENAIRES



# Canada

La 15<sup>e</sup> Assemblée plénière de ParlAmericas a été possible grâce au soutien généreux du Parlement du Canada et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



Afin de réduire notre empreinte écologique, les documents sur la rencontre, les ressources et les publications sont disponibles sur [www.parlAmericas.org](http://www.parlAmericas.org). Pour y accéder facilement depuis votre téléphone mobile, nous vous invitons à télécharger un lecteur QR.



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et de éthique et probité



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada

Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Télécopieur: +1 (613) 594-4766

[www.parlamericas.org](http://www.parlamericas.org) | [info@parlamericas.org](mailto:info@parlamericas.org)

